



LA CRAIE NOIRE

EDITO

POUR UN TROISIÈME TOUR SOCIAL

Dimanche 5 mai, nous pourrions choisir d'élire Ségolène Royal ou Nicolas Sarkozy à la présidence de la République Française. Pour certains-aines d'entre nous, le choix est fait. Il faut arrêter Nicolas Sarkozy coûte que coûte. Pour d'autres, il n'est pas indispensable de préférer la peste au choléra.

La CNT n'a pas vocation à se prononcer sur ce sujet. Nous ne soutenons aucun de ces deux candidats, nous ne soutenons pas non plus l'idée qu'il faille s'abstenir de voter.

Nous soutenons l'idée d'une société sans exploitation, d'un futur sans rapports de domination. Nous voulons que le corps social, à terme, soit débarrassé des parasites qui l'affaiblissent : le capitalisme et l'État. Nous soutenons donc l'idée que seuls les travailleurs-euses peuvent et doivent opérer les choix qui les engagent.

Nous voulons décider de ce que nous ferons de nos vies, parce que c'est nous qui travaillons.

C'est la rue qui gouverne, si nous le voulons.

Bien entendu, M. Sarkozy ne cache pas son admiration pour les démocrates tels que Georges Bush ou Silvio Berlusconi. Bien entendu, c'est un individu arrogant, violent et dangereux. Mais notre ministre n'a pas eu besoin d'attendre que son maître accède au trône élyséen pour se montrer arrogant, violent et dangereux pour nous et pour les élèves que nous avons la charge d'éduquer. Et si Mme Royal pense que Tony Blair est un modèle de démocratie et qu'il convient d'imiter ses mauvais coups, avec le renfort de l'armée et dans les plis du drapeau, alors elle aussi sera arrogante, dangereuse et violente.

Que ce soit elle ou que ce soit lui, tout dépendra du



rapport de forces que nous saurons bâtir, dans l'action directe, dans l'autogestion de nos luttes, sur le terrain de nos vies, et avec notre

arme : la grève.

Nous ne savons pas, à l'heure où nous écrivons ces lignes, si la manifestation du 1^{er} mai 2007 réunira des milliers ou des dizaines de personnes.

Il y a malheureusement fort à parier que nous serons trop peu. Le basculement actuel de la pensée et des discours politiques, avec ou sans M. Le Pen, réclame pourtant que le prolétariat, (parce que c'est bien ce que nous sommes,) impose sa force.

Alors, contre, en vrac : les fichages, les classes surchargées, la Marseillaise, l'origine génétique du mal, la grammaire à papa, les bornes bio-métriques, les leçons de mots, Vichypirate, le drapeau tricolore, tous les révisionnismes, tous les obscurantismes, les JO de Pékin, le socle commun, le MEDEF, les contrats premier truc, les expulsions, la grève soumise au vote à bulletins secrets, et

tant et tant d'autres saloperies :

Troisième tour social, maintenant et pour longtemps !

NOUS CONTACTER:

Réunions :

Le premier SAMEDI de chaque mois, 15h00, au local situé au 6 impasse quentin (sonner à groupe libertaire)

Permanence syndicale interprofessionnelle:

Le troisième samedi de chaque mois à 15h00 au local libertaire (61 rue Jeannin)

Par Email:

la.craie.noire@cnt-f.org



ÉCOLE RAMPAL : SOLIDARITÉ !

Après les interventions policières de mardi 20 mars au soir devant l'école Rampal du 19ème arr. de Paris, les violences policières qui s'y sont déroulées, les interpellations de sans papiers qui venaient chercher leurs enfants à l'école et la garde à vue subie vendredi 23 mars par la directrice de cette école, la CNT Éducation :

- exige l'abandon des éventuelles poursuites à l'encontre de la directrice de l'école Rampal,
 - - appelle les enseignants à se réunir en Ag pour décider des modalités de la mobilisation face à de telles violences policières,
 - - continuera de s'investir avec les parents au sein de RESF,
 - - réaffirme sa détermination pour la régularisation de tous les sans-papiers.
- La CNT était signataire de l'appel intersyndical à la grève du 30 mars.



STOP AUX RAFLES!

Solidarité avec les enseignantEs en lutte de Mayotte !

Non à la répression anti-syndicale !

Depuis 5 semaines un fort mouvement de grève touche les écoles de Mayotte, rejoint le 17 avril par les personnels du secondaire.

Les grévistes revendiquent une revalorisation du statut des personnels (notamment l'intégration des instituteurs mahorais dans le corps des professeurs des écoles), une amélioration des conditions de travail et de rémunération, un droit à la formation et exigent un plan d'urgence pour la construction et la rénovation des écoles, collèges et lycée du territoire.

Les autorités locales restent sourdes aux revendications et jouent la carte de la répression policière avec l'arrestation de plusieurs grévistes. **Ainsi, 5 collègues, dont le Secrétaire général du Syndicat CGT des enseignants de Mayotte ont été jugés le 18 avril en comparution immédiate écopant de peines de prison - fermes et avec sursis**

- pour divers motifs dont celui d'atteinte à la liberté du travail.

La CNT-FTE s'élève contre la criminalisation d'un mouvement syndical légitime. Nous condamnons la dérive actuelle de gestion policière et judiciaire des mouvements sociaux, à Mayotte comme en métropole, qui tend à restreindre le droit de grève et les droits syndicaux et jette les militants dans de nouvelles Bastille.

Solidaire des personnels grévistes et de leurs organisations syndicales en lutte, la CNT FTE exige :

- la libération de toutes les personnes emprisonnées et l'arrêt de toute poursuite.
- la satisfaction des revendications des personnels grévistes

CNT FTE

Saint-Denis, le 25 avril 07



UNIVERSITÉS : L'INTÉRÊT « SUPÉRIEUR » DE L'ENTREPRISE...

Depuis quelques temps se dessine un nouvel avenir pour le monde de l'éducation (décentralisation, loi Fillon). L'université n'y échappe pas et dans la foulée des réformes universitaires de ces dernières années (LMD, LOPRI...), elle doit faire face à une libéralisation accrue dont les conséquences ne peuvent être que néfastes. En effet de nouvelles aberrations vont voir le jour si l'on en juge les préconisations mises en avant par la commission « université-emploi » de juin 2006 dite « rapport Hetzel ».

Rappelons- nous tout d'abord ce projet qui a fait suite à la loi Fillon. Il a pour ambition de permettre la pré inscription dans les facs dès février 2007. Les conséquences de cette mesure sont une mise en concurrence des facs par le biais d'une sélection à l'entrée, pour attirer les meilleures « recrues » lycéennes. La hiérarchisation des universités n'en sera que renforcée.

Les défenseurs de ce rapport (développé sous la forme de mesures censées être mises en place au sein des universités) partent du principe que la mauvaise orientation est la cause du taux d'échec à la fac et du peu d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur. Il nous semble pourtant évident que la casse de l'éducation et le désinvestissement financier de l'Etat (déficit matériel et humain) ainsi que la précarité de nombreux-ses étudiant-e-s (salarié-e-s, nombre et montant des bourses insuffisants, problèmes de logement, ...) constituent une cause plus réaliste. Partant donc du présupposé que l'université n'est pas adaptée en lui imputant la responsabilité du taux de chômage, la commission (à laquelle ont notamment pris part des représentants d'entreprises dont Danone et Véolia !) professe une sainte parole : professionnalisation !

A travers ce rapport qui vise à redéfinir les missions de l'université (et ce sans la consultation et surtout la participation de l'ensemble de la communauté universitaire), on peut s'attendre à ce qu'une dérive libérale sans précédent s'instaure dans les universités, à l'image de ce qui se fait dans d'autres pays de l'Union Européenne (la Grèce par exemple où la privatisation des universités suscite depuis un an un mouvement étudiant). Bien que les travaux de la commission n'aboutissent pas (temporairement ?) à une loi, les mesures préconisées sont amenées à avoir un impact dans un avenir proche sur les décisions qui seront prises dans les conseils d'administration de nos facs...

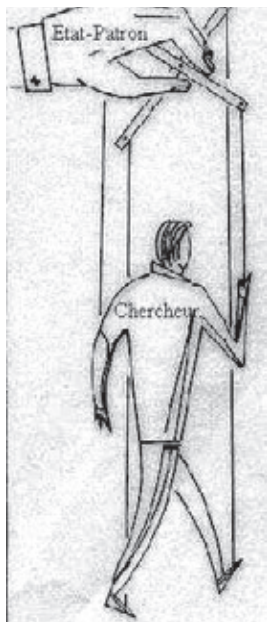
Toujours est-il que la privatisation de l'enseignement supérieur pointe son nez, si l'on en juge ce qui suit : Alors que l'entrée à l'université risque à moyen terme d'être sujette à une sélection, le processus d'orientation durant le cursus universitaire, sous couvert d'« insertion professionnelle », suggère un contrôle plus strict pour poursuivre la filière choisie ainsi qu'une sélection accrue. Il est notamment question d'un contrat d'orientation (comportant l'obligation de suivre des modules de projet professionnel) signé entre l'étudiant et l'université dès la Licence 1 (aux fins d'établir leurs propres types de contrat), dont les objectifs fixés seront à respecter, sous peine de redoublement ou réorientation vers des filières professionnalisantes (aux parcours élaborés avec l'apport du monde socio-professionnel). La volonté de distinguer nettement le niveau Licence (bac +3) du niveau Master (bac +5) apparaît également dans le rapport, et cela se matérialiserait notamment par une sélection pour entrer en M1. Les critères d'entrée en M1 ne sont

pas précisés mais la suggestion de faire du bénévolat à l'étranger ou un stage durant un semestre ou une année « de césure » laisse supposer que cela peut s'avérer être un éventuel critère : se faire exploiter en guise de droit d'entrée en M1, c'est du joli !

Mais en plus l'inégalité entre universités s'accroîtra : entendons qu'il y aura double financement pour les facs « bonnes élèves » et double peine pour les facs « mauvaises élèves ». Voici l'enseignement supérieur dans l'ère de la dépendance financière à l'égard des entreprises et sous son contrôle.

La prévision d'un « stage obligatoire dans chaque cursus, y compris dans les Licences généralistes » va dans le sens d'un asservissement. Une main d'œuvre quasi gratuite sera à disposition du capital, dans les centres de formation du capitalisme : les universités. Nous refusons la concurrence entre les étudiants, les filières et les universités ! Nous sommes contre la sélection ! Nous refusons toutes les formes de privatisation de l'université !

Face au réel danger de privatisation de l'enseignement supérieur, nous sommes pour une autogestion de nos universités, cela par le biais d'une réappropriation de nos lieux de vie par la communauté universitaire. Pour qu'ensemble, personnels et étudiants luttons pour construire un autre enseignement, émancipateur et pédagogique, au sein d'universités gérées directement par leurs acteurs, sans pressions ni décisions prises pour nous par des élus ou par le patronat.





SUR L'ÉDUCATION LIBERTAIRE (PAR RICARDO, CNT EDUCATION '69)

Une introduction à une conférence-débat.

1- Qu'est-ce que la pédagogie libertaire ?

De nombreux auteurs ont pensé l'éducation. La plupart des philosophes de Platon à Alain ont leur petite (ou grande) idée pour éduquer le petit d'homme (et de femme). Des praticiens (Freinet ; Montessori ; Ilitch ; A.Makarenko ...) ont souvent joint le geste à la parole, pour promouvoir des expériences originales, qui répondent aux défis de ce domaine toujours perfectible.

J'ai néanmoins choisi les auteurs libertaires car ils sont assez clairs, mais surtout parce qu'ils insèrent leurs écrits sur l'éducation dans un projet global d'émancipation sociale. Ils me semblaient correspondre à notre slogan : « Pour une révolution sociale et pédagogique ».

Trois auteurs ne peuvent pas résumer la pensée de tous les libertaires. En sens inverse, on n'est pas obligé de suivre tout ce qu'ils ont écrit dans leur intégralité. Les idées libertaires n'appartiennent à personne : elles sont faites des appropriations et des apports partiels de chacun et chacune. Chaque théoricien ou expérimentateur possède son originalité.

Néanmoins, les trois auteurs choisis permettront de poser un certain nombre d'axes. Ils se rejoignent d'ailleurs dans l'affirmation centrale de la liberté de l'enfant.

Max Stirner (1806-1856) : **« La liberté, rien que la liberté, toute la liberté ».**

Max Stirner souffre d'une mauvaise réputation, fabriquée en grande partie par Marx, comme apôtre d'un individualisme étroit. Pourtant, cet enseignant de littérature allemande est l'auteur de textes salutaires dénonçant la mainmise de la nouvelle religion d'Etat sur l'éducation. D'autant qu'il vécut la mise en place de l'Etat prussien, qui servira de modèle pour l'école de Jules Ferry (« La victoire de la Prusse en 1871 est avant tout la victoire de l'instituteur prussien »).

Dans son ouvrage fondamental, « L'Unique et sa propriété » (1844), il prône que l'individu (l'Unique) développe ses potentialités pour exercer au mieux sa liberté. Loin de défendre l'égoïsme, il propose la libre association de femmes et d'hommes libres comme un état

supérieur à la solitude.

En 1842, il avait déjà publié un article intitulé : « Le faux principe de notre éducation ». Je me permets d'en faire une citation plutôt rafraîchissante : « ...*On étouffe par la force notre saine tendance à l'indiscipline. La vie scolaire n'engendre que des philistins. Nous avons pris l'habitude dans notre enfance de nous résigner à tout ce qui nous était imposé ; de même plus tard nous nous résignons et nous adaptons à une époque, nous en devenons les serviteurs, ce qu'il est convenu d'appeler de bons citoyens... »... »L'éducation impose à l'enfant un Savoir, qu'il soit humaniste ou scientifique ; elle l'empêche de devenir un être libre, un créateur... »*

Il défend, *a contrario*, une démarche qui n'a rien perdu de sa modernité : n'imposons pas la connaissance à l'enfant. Nous devons plutôt développer ses capacités créatives ; il éprouvera alors le besoin de parfaire ses connaissances. L'enseignement sera plus efficace car l'élève sera plus motivé.

Mais alors, quelle est la place du maître ? Doit-on laisser nos salles de classes se transformer en cours de récréation ou être envahies par le chahut ? La liberté ne risque-t-elle pas d'entraîner des excès ? Bien sûr qu'il y en aura : ... *« Mais faut-il pour m'en défendre, m'abriter derrière le rempart commode de l'autorité ? Je lui oppose la dureté de ma propre liberté et l'arrogance des petits se brisera d'elle-même. Celui qui est un homme complet n'a pas besoin d'être une autorité... Bien faible celui qui doit recourir à l'autorité et bien coupable celui qui croit corriger l'insolent en se faisant craindre ».*

Laissons là ce philosophe utopiste, pour rejoindre un auteur un peu plus pragmatique : Pierre Joseph Proudhon.

Pierre Joseph Proudhon (1809-1865)

Cet auteur est d'autant plus pragmatique qu'on sait que c'est un autodidacte fier de ses origines ouvrières. On lui doit d'ailleurs une critique de l'éducation selon une perspective de classe. Pour lui, le système existant à son époque est celui de la bourgeoisie. L'organisation de l'enseignement pour certains, et de l'apprentissage pour d'autres, reproduit et renforce la séparation des pouvoirs



et la distinction des classes. Le peu d'instruction donnée aux enfants du peuple consiste à « *donner à des inférieurs juste le degré de savoir que réclame une consciencieuse obéissance* ».

Il pense que l'Etat est incapable de donner aux masses une instruction sérieuse. Qu'il ne le veut pas. Il préconise donc la mise en place d'une éducation populaire.

Il se propose, tout d'abord, de réhabiliter le travail manuel. Il veut en faire un élément central et non un sous-produit de l'éducation. D'ailleurs, l'instruction doit être possible tout au long de la vie, parallèlement à une activité professionnelle. On voit là aussi la modernité de cette vision, qui pourrait presque se prêter à une récupération par l'institution aujourd'hui.

Mais la pensée de Proudhon va plus loin. Il récuse la division entre enseignement intellectuel et enseignement industriel. Le travailleur doit être complet et non un ouvrier parcellaire. Il faut réduire le nombre de spécialistes qui cache souvent des positions hiérarchiques.

La division entre travail manuel et travail intellectuel est au fondement de la division de la société en classes. Le but de l'éducation ne doit pas être de reproduire et de renforcer cette division. Le but de l'éducation est le développement intégral des potentialités humaines.

Nous retrouverons cette critique sociale et ce concept d'éducation intégrale dans les écrits de Michel Bakounine.

Michel Bakounine (1814-1876)

Bakounine intervient sur les questions éducatives selon un double point de vue.

Du point de vue du projet éducatif, il formalise le concept d'éducation intégrale avancé par Proudhon. Il reprend l'idée d'une société de classes divisée entre manuels et intellectuels. La bourgeoisie a accaparé le Savoir. Or le Savoir donne le Pouvoir.

Le but de l'éducation, comme chez Proudhon, est le développement et l'épanouissement des potentialités chez l'individu. Il défend une éducation intégrale : à la fois manuelle, intellectuelle et physique. Il est pour la réunification de l'humain éclaté entre intellectuel et manuel.

Mais sa principale contribution est de placer le problème éducatif dans une perspective stratégique. Au départ, il s'oppose à différents courants pédagogiques qui pensent changer la société par l'éducation. Ils s'insurge contre ceux qui pensent dispenser une éducation émancipatrice à une population écrasée par la misère (n'oublions pas la situation des masses populaires russes récemment sorties

du servage). S'il semble parfois tordre le bâton dans un sens, il a le mérite d'inclure l'éducation dans une lutte générale pour l'émancipation.

J'aurai également pu citer Pierre Kropotkine, Louise Michel, Pierre Bernard, Fernand Pelloutier et d'autres penseurs et militants libertaires du XIX^e siècle. En effet, les anarchistes, attachés par définition à la liberté et à l'épanouissement individuels, se sont toujours penchés sur les questions éducatives. Ils ne pensaient pas qu'une éducation émancipatrice surgirait miraculeusement au lendemain du grand soir.

Ils ne se sont d'ailleurs pas contentés de penser, d'écrire et de débattre dessus. De nombreuses expériences sont venues compléter et nourrir la réflexion.

2- Les expériences historiques

De nombreuses tentatives ont été faites pour expérimenter des modèles et de pratiques pédagogiques plus respectueuses de l'enfant que l'éducation dominée par l'état. Là encore, les libertaires sont loin de prétendre à une hégémonie contraire à leurs principes. La principale caractéristique est que la plupart de ces expériences sont liés à des mouvements d'émancipation globaux, soit dans des périodes révolutionnaires ou d'agitation sociale, soit en relation avec d'autres acteurs comme les syndicats.

Ce qui permet de dégager trois grandes vagues d'expériences libertaires ou autogestionnaires :

- la fin du XIX^e siècle jusqu'à la 1^{er} Guerre Mondiale, avec la volonté de mettre en œuvre les principes de l'éducation intégrale ;

- dans la mouvance de la CNT espagnole jusqu'à l'écrasement par le franquisme en 1939 ;

- et un certain retour avec l'esprit de mai 68.

Les expériences en France au tournant du XX^e siècle

Deux expériences se détachent comme une volonté d'application des principes d'éducation intégrale définis par Proudhon et Bakounine.

Paul Robin va être nommé en 1880 directeur de l'orphelinat de Cempuis. Comme pas grand monde ne semblait s'intéresser à ces orphelins, il eut au départ une grande latitude pour appliquer une pédagogie inspirée des principes de l'éducation intégrale. Cela consistait essentiellement à sortir les enfants des murs de l'institution, en axant l'éducation sur des sorties et une découverte de la nature.



Rien de bien méchant en apparence, pourtant ce « laxisme » choqua les milieux cathos du coin qui assistaient à ces ballades éducatives. Ils menèrent bientôt une campagne, en dénonçant que les enfants des deux sexes se baignent ensemble. Quand on connaît la coupe des maillots de l'époque on peut juger du faux procès qui fut intenté à P. Robin. Il fut néanmoins contraint d'abandonner la direction de l'orphelinat. Pour la petite histoire, P. Robin se vengea largement des cathos en se faisant un brillant défenseur des différentes méthodes de contrôle des naissances.

Sébastien Faure déduisit de cette expérience qu'il fallait acquérir une totale indépendance. Il construisit donc un projet, « la Ruche », en tournant le dos à l'Etat. Par contre, il se lia au mouvement ouvrier naissant, et son institution fut montée en Coopérative. D'ailleurs, le nom venait de la production de miel qui servait en partie à financer l'établissement.

Les enfants étaient ainsi initiés aux travaux agricoles et de nombreux ateliers permettaient de se rapprocher d'une éducation intégrale. L'expérience dura de 1904 à 1917. La perspective de la Grande Guerre, et les mutations du mouvement ouvrier durant cette période, ne permirent pas de poursuivre, notamment au niveau financier.

Ces expériences épousent l'essor et le déclin du syndicalisme révolutionnaire de la CGT. Ce n'est pas un hasard si on trouve de nouvelles tentatives de l'autre côté de Pyrénées, dans le sillage de la CNT espagnole.

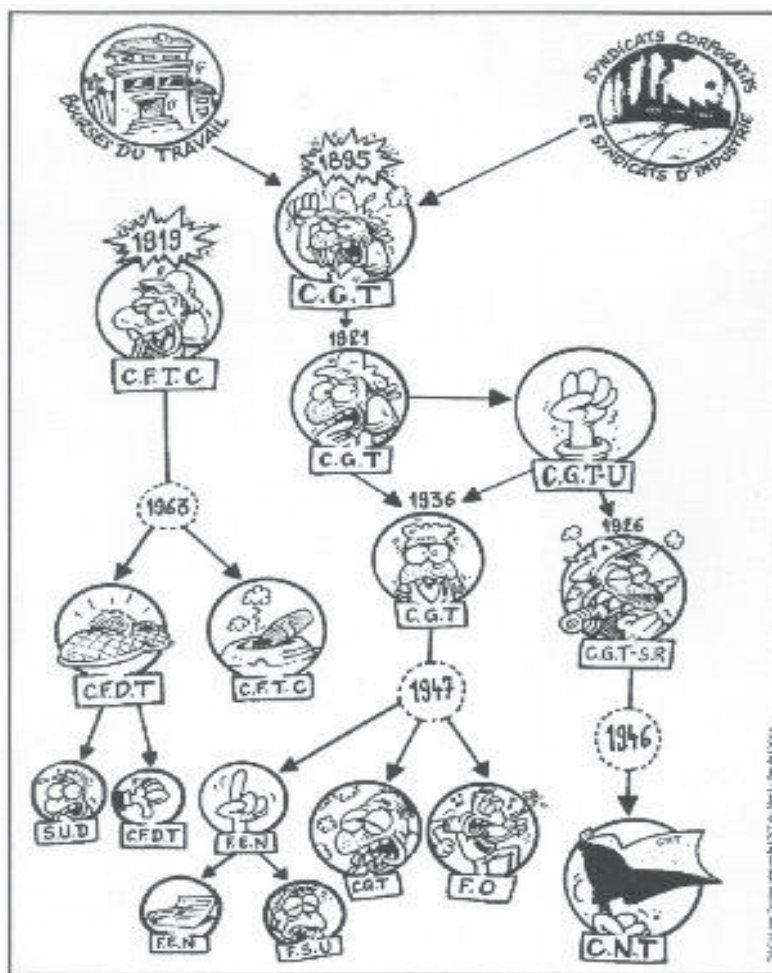
Francisco Ferrer et la Révolution Espagnole

Dans le bouillonnement d'idées qui caractérise Paris au tournant du siècle, un immigré catalan va se passionner pour les questions éducatives. Francisco Ferrer va, au nom de l'Ecole Moderne, combattre l'hégémonie de l'enseignement catholique en Espagne. Même s'il a fréquenté les milieux libertaires français, il va surtout défendre un projet éducatif, qui sans être spécifiquement

libertaire, se veut surtout rationaliste.

C'est pourquoi il y aura dix « escuelas modernas » à Barcelone en 1908, près de cent cinquante en Catalogne, des établissements dans toute l'Espagne et même au Portugal, au Brésil, en Suisse et aux Pays-Bas. Ce qui donne un caractère massif à cette expérience inspirée des idées libertaires, renforcé par la diffusion de publications et de manuels « rationalistes ». Il correspond au combat parallèle de l'école laïque en France.

Bien évidemment, ce réseau bénéficiera du soutien de la CNT qui avait à cœur l'éducation populaire et combattait l'influence de l'Eglise.



Malheureusement, il paiera ce lien avec le mouvement ouvrier de sa vie. En effet, suite à des émeutes à Barcelone en 1909, il mourra fusillé en criant « Vive l'Ecole Moderne », malgré d'importantes protestations internationales.

Enfin, le Secrétariat à l'Education de la République Espagnole tentera de mettre en œuvre la pédagogie de F. Ferrer de 1936 à 1939. Tout cela sera impitoyablement balayé par la répression franquiste.

L'échec de la Révolution Espagnole mettra en sommeil cet essor du mouvement libertaire et de son pendant éducatif.

Il faudra attendre les années 70 pour que de nouveau ces idées suscitent une timide curiosité.



Les pédagogies autogestionnaires

Dans le contexte de mai 68 on parlera plus volontiers des pédagogies autogestionnaires, que de pédagogie libertaire. Au niveau théorique, on fait même référence à un courant de psychosociologie qui réfléchit à l'école comme institution, d'où son nom de pédagogie institutionnelle. Il s'agit de s'intéresser à autre chose qu'au contenu enseigné et de réfléchir aux interactions entre les différents acteurs.

Bien sûr les questions d'autorité et de pouvoir sont au centre de la réflexion. On évoque alors la non-directivité, la classe autogérée, l'enseignant comme membre du groupe classe, l'autonomie de l'acteur ...

L'intérêt particulier de ce courant est son va-et-vient constant avec des expériences concrètes.

Tout d'abord, des enseignants proches de l'Ecole Moderne (mouvement Freinet) seront sensibles à la démarche et y puiseront des outils pour la conduite de leur classe. Des écoles comme Bonaventure ou Vitruve à Paris se situeront dans cette démarche.

Certains établissements expérimentaux, comme les Lycées autogérés de Paris ou celui de St Nazaire, font référence à cette réflexion. On peut remarquer que pour les collèges, véritable gare de triage du système éducatif français, il semble exister moins de marges de manœuvre.

La plupart de ces expériences continuent (sauf Bonaventure). Par contre, on peut craindre que cette timide vague soixante-huitarde ne résiste longtemps à la puissante vague conservatrice-libérale que nous subissons actuellement.

3- Que peut-on faire aujourd'hui ?

Il est important de continuer à suivre ces expériences. Bien sûr, il est difficile de maintenir des îlots autogestionnaires dans un contexte social qui ne s'y prête pas. On nous oppose souvent les difficultés d'intégration d'élèves ayant fait leur scolarité dans une école primaire fonctionnant selon la pédagogie Freinet. Pour les militants impliqués dans de tels projets, le danger est réel de s'épuiser, comme l'exemple de Bonaventure semble le montrer.

Pourtant, de nombreux militants de notre syndicat s'étaient impliquées avec enthousiasme dans des projets

de collèges expérimentaux quand Lang en avait fait l'annonce. La perspective a finalement été abandonnée par le ministère. On peut néanmoins garder cette idée à l'esprit et saisir des opportunités si elles se présentent.

Par ailleurs, notre place dans l'institution et la question de l'autorité n'ont pas beaucoup évolué depuis Stirner. C'est très logiquement que le collectif anti-hiérarchie est amené à se poser des questions pédagogiques. Refuser d'être infantilisés par l'inspection, ne pas fonctionner au bâton et la carotte, est peut-être la première démarche pour développer des relations plus saines avec nos élèves.

L'utilisation de cet outil à géométrie variable est un bon moyen pour poser des questions comme la notation ou le travail d'équipe.

Enfin, quand on voit la teneur des récents projets gouvernementaux, on retrouve toute la logique d'une école socialement inégalitaire. Certains devront se contenter d'un bagage minimum pour s'insérer rapidement dans le marché du travail ; d'autres auront la possibilité de

développer leur curiosité pour d'autres domaines.

Comme le disait Anton Makarenko : « *Eduquer, c'est susciter chez l'enfant les lignes de perspective qui feront ses joies de demain* ». C'est tout de même plus juste et enthousiasmant que « lire, écrire, compter ». Au quotidien, dans nos établissements, il va falloir résister à cette pression de la part de l'institution, des parents et de beaucoup de collègues. Affirmons haut et fort la raison pour laquelle on fait ce métier.

Conclusion

Au niveau théorique, les libertaires ont toujours eu à cœur la réflexion sur la place et le rôle de l'éducation. Cette réflexion a rarement été incantatoire et a souvent donné lieu à des expériences concrètes. Aujourd'hui, il est encore possible de prendre ses distances par rapport au rôle que l'institution veut nous faire jouer.

Bien sûr, on ne peut pas tout faire en même temps. Mais on peut modestement garder cette perspective et saisir les opportunités quand elles se présentent.





LE NOVLEXIQUE DE LA NOVÉDUCATION, NOVACTUALISÉ, CROSS-INDEXÉ :

ALLEMAND : voir *langues*.
ANGLAIS : *langue* du commerce.
APPRENDRE : on va te mettre une *note*, tu vas voir...

APPRENTISSAGE : finalité de l'*orientation*.

ARABE : voir *langues*, voir *mineur*.

ART : *option*.

AUTONOMIE : la hiérarchie doit disposer de plus d'autonomie pour contraindre les enseignants à abandonner leur liberté *pédagogique*.

B-A, BA : assimiler « B », assimiler « A », le reste suivra.

BAISSE DE LA DÉMOGRAPHIE : au plus qu'on est moins nombreux, au moins qu'on est plus beaucoup, et on peut supprimer des *postes*.

BASE : sert à caser l'*élève*.

CALCUL MENTAL : si on ne sait pas que 2 et 2 font 3, on ne pourra jamais maîtriser les notions de *hausse* et de *baisse de la démographie*.

CLASSE : c'est un terme désuet, il n'y a plus de classes, il y a des divisions d'*élèves* et des partenaires sociaux.

CONSEIL : voir *pédagogique*, voir *classe*, voir *ministre*.

CONTREPÊTRIE : quel métier, professeur !

DÉMOGRAPHIE : sert à supprimer des *postes*.

ÉCONOMIE : finalité de l'*apprentissage*.

ÉLÈVE : sert à remplir la *base*.

ESPAGNOL : voir *langues*.

FONGIBILITÉ ASYMÉTRIQUE : s'il fait froid, on vire le collègue *précaire*, s'il fait chaud, on n'a pas besoin d'un TZR. Voir *LOLF*.

FRACTION : *savoir* en *item*.

GRÈVE : voir *reconductible*.

HAUSSE DE LA DÉMOGRAPHIE : au moins qu'on est de plus en plus beaucoup, au plus qu'on est de moins en moins peu, et on peut toujours supprimer des *postes*.

ITALIEN : voir *langues*.

ITEM : *fraction* du *savoir*.

LANGUES : ersatz d'*anglais*.

LECTURE GLOBALE : bah, bah, bah...

LOLF : berger *allemand* de l'*économie*.

MINEUR : c'est un terme désuet, il n'y a plus de mineurs, il n'y a que des délinquants.

MINISTRE : agent de la *rupture*.

MODERNE : cassant.

MUSIQUE : *option*.

MUTATION : voir *rupture*.

MUTATION D'OFFICE : voir *lecture globale*.

NATIONALITÉ : tout et partie du *socle commun*.

NOTE : on va t'*apprendre*, tu vas voir...

NOTE DE VIE SCOLAIRE : on va t'*apprendre* à vivre, tu vas voir...

OPTION : tout ce qui ne sert pas l'*économie* est *optionnel*, n'a pas de finalité, ne nécessite pas d'*apprentissage* et ne doit pas polluer l'*orientation*.

ORIENTATION : finalité de la *pédagogie*, si elle mène à l'*apprentissage*.

PÉDAGOGIQUE : *économique*.

POSTE : c'est un terme désuet, il n'y a plus de postes, il y a des *fractions* d'ETP et un réseau d'agences bancaires-dépôts de pain.

PPRE : t'aimes pas la soupe ? Reprends-en une louche.

PRÉCARITÉ : vie, amour, travail.

RECONDUCTIBLE : se dit de ce qu'on peut reconduire. La *grève* ne sera pas reconduite : on attend les élections. Le *PPRE* sera reconduit : ce sale gosse ne veut pas se mettre au travail.

RUPTURE : continuité dans la cassure.

RURAL : à 40 *élèves* par *classe*, c'est jouable.

RUSSE : voir *langues*.

SAVOIR : *fraction* du *socle commun*.

SOCLE COMMUN : il faut pour tous et toutes un *socle* solide, une fondation du *savoir* sur laquelle les constructions mentales, intellectuelles et culturelles les plus audacieuses seront bâties. On ne peut pas immédiatement comprendre que $2 + 2 + B + A = B2I$, ou à peu près.

SPORT : chevalerie des temps *modernes*. Le sport, c'est la santé.

URBAIN : à 40 flics par établissement, c'est jouable.

ZEP : c'est un terme désuet, ça sonne trop comme « ZUP ». On lui préférera « ambition réussite », qui sonne plus comme « zone franche. »

